Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 48 (1968-1969)
Heft: 8: Landesgeneralstreik 1918

Artikel: L'année 1918 en Europe
Autor: Ruffieux, Roland
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-162150

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'année 1918 en Europe

ROLAND RUFFIEUX

L'anecdotique lui-même dissimule parfois l'essentiel. A la devanture des libraires, l'année 1918 c'est *Le Petit Pierre* d'Anatole France, *Le Pain dur* de Claudel, *Eminent Victorians* de Strachey. Paraissent également *Colas Breugnon* de Romain Rolland, qui a voulu rester au-dessus de la mêlée, et *Les Silences du colonel Bramble* œuvre d'un jeune officier de liaison, André Maurois, qui sera un succès, éclipsant le Goncourt accordé à Georges Duhamel pour *Civilisation*. Ainsi même les gens de lettres se sont habitués à la guerre et la sensibilité en utilise jusque ce qu'il faut.

Car 1918 c'est la cinquième année d'une guerre qu'on a constamment crue et voulue courte. Les dix derniers mois du conflit vont curieusement rappeler les dix premiers: le front se remet en mouvement et l'on se rue vers Berlin et Vienne et non plus vers Paris. Puis les armes se taisent et, pendant deux mois, les diplomates préparent fiévreusement la paix qui viendra six mois plus tard sous forme du traité de Versailles et de ses corollaires portant tous les noms prestigieux de l'Ile-de-France. 1918 c'est aussi l'année suivant la Révolution d'octobre qui a coupé la Russie de l'Europe, ramenée aux dimensions du petit cap dont parle Valéry. C'est l'automne de la guerre, le bref été de la révolution mondiale, l'avant-printemps de la paix et déjà l'hiver de certaines illusions. Les saisons de 1918 paraissent se suivre à l'envers car l'année est absurde.

Ne pas gagner ou tout perdre

«Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas» aurait déclaré Napoléon à Varsovie lorsqu'il fuyait le désastre de Russie. Clausewitz lui a beaucoup reproché de n'avoir pas saisi alors la chance de vaincre en s'avouant vaincu. Cette critique s'insère dans sa théorie sur «la dualité complémentaire de l'art de convaincre et de l'art de contraindre» qui souligne la liaison étroite de la guerre et de la diplomatie communes par l'effort de volonté qu'elles supposent. Au début de 1918, guerre et diplomatie sont plus étroitement mêlées que jamais. Les Quatorze Points de Wilson (8 janvier), l'institution du commandement suprême interallié confié à Foch (26 mars), les conférences des Centraux à Spa sont les preuves de ce lien organique qui unit les politi-

ques aux militaires mais que les premiers perçoivent mieux que les seconds. Les mémoires de chancellerie, les notes diplomatiques, les programmes de fabrication et les plans d'état-major sont les produits d'une même et intense activité qui vise à accabler un adversaire jugé intraitable. Sur le plan militaire, le problème primordial est celui de la rupture d'un front fortifié et immobilisé — celui de l'Occident qui va des Flandres à l'Adriatique interrompu seulement par l'îlot suisse. La solution sera trouvée par une convergence de moyens qui vont de la propagande à une innovation technique comme le tank.

Afin de comprendre ce que représente le retour en 1918 de la guerre de tranchées à la guerre de mouvement, il faut rappeler les données stratégiques du conflit depuis la stabilisation de 1915. Pour les Centraux comme pour les Alliés, il s'agissait de choisir entre une victoire totale permettant de dicter une paix carthaginoise et une solution de compromis fondée sur la reconnaissance par l'un ou l'autre camp de son incapacité à l'emporter de manière décisive. C'est le Grand état-major allemand qui fera le choix malheureux déterminant la riposte heureuse de l'Entente. A Verdun, Falkenhayn s'était appliqué à user l'armée française; Pétain eut l'habileté d'économiser ses forces et le round demeura nul. L'équipe Hindenbourg-Ludendorff choisit, au contraire, la stratégie d'anéantissement: l'offensive terrestre et la guerre sous-marine à outrance devaient se combiner pour mettre l'adversaire à genoux. Malgré le rapport des forces, qui lui était très favorable à la fin de 1917 à la suite de la défection russe, elle n'y parvint pas.

Les offensives allemandes du printemps 1918 se placent dans la même perspective et la situation des Alliés devient critique, d'autant plus que, avec la paix de Brest-Litovsk, Ludendorff dispose à l'ouest d'une marge de supériorité de vingt divisions. A partir de juillet, l'arrivée des unités américaines rétablit l'équilibre puis inverse la relation, les forces de l'Entente augmentant à la même cadence qui fait fondre les réserves de l'Allemagne. Les historiens militaires — Dellbruck et Liddel Hart en particulier — ont jugé sévèrement le maintien en 1918 par l'Allemagne de la stratégie d'anéantissement qui avait réussi, quatre ans plus tôt, en Belgique et en Serbie. Ludendorff sait qu'il ne réussira pas d'un seul coup — «la lutte sera formidable» déclare-t-il au conseil de la Couronne, le 13 février — mais il espère encore vaincre totalement par l'addition de succès tactiques.

Les succès allemands du printemps ont fait illusion. L'unité de commandement a d'abord sauvé les Alliés qui n'ont pu empêcher des ruptures successives du front amenant à nouveau les Allemands sur la Marne. Durant l'été, l'arrivée de 250000 Américains, chaque mois, redonne toutefois l'initiative à l'Entente. C'est l'armée allemande qui se trouve alors obligée à une retraite générale sur la ligne Siegfried et bientôt au-delà. Dans le sud-est de l'Europe, l'effondrement des Centraux est encore plus rapide. Le 15 septembre,

l'armée interalliée de Salonique brise le front bulgare, menaçant du même coup les frontières de la Turquie d'Europe et de l'Autriche-Hongrie. Constantinople et Budapest cherchent immédiatement à traiter. Enfin, sur le front austro-italien, l'offensive du Piave aboutit à la victoire de Vittorio-Veneto (27 octobre). L'armée de la Double Monarchie connaît une débacle d'autant plus complète qu'elle est abandonnée en rase campagne par les minorités nationales.

Partout chez les Centraux, les généraux qui avaient hypothéqué la politique par le recours à la guerre totale supplient les diplomates de conclure avant que la catastrophe ne se produise. Mais ceux-ci sont démunis alors que, dans le camp de l'Entente, le pouvoir civil a mieux su tenir les militaires en lisière. La nuance est particulièrement perceptible dès que le mouvement d'accélération, qui caractérise l'année 1918, gagne la diplomatie.

L'échec de la diplomatie classique

En effet, depuis le printemps, la diplomatie a enregistré comme un sismographe les retournements de la situation militaire. A l'est où l'horizon rougeoie depuis octobre 1917, les Soviets apprennent à leurs dépens, comme la France révolutionnaire à ses débuts, qu'il ne faut attendre la bienveillance d'un monde qu'on cherche à bouleverser. Signée à Brest-Litovsk le 3 mars, après deux ruptures de pourparlers, la paix entre la Russie et l'Allemagne exprime clairement le rapport des forces militaires. Si clairement que non contents d'étendre leur sphère d'influence sur les territoires cédés par les bolchéviks, les Allemands inondent de leurs troupes la Finlande et l'Ukraine avec laquelle ils font alliance en avril. Conséquence logique: la Roumanie doit revenir aux Centraux par les préliminaires de Buftea et la paix de Bucarest (7 mai).

La palinodie des Bolchéviks et les succès de l'armée de Salonique remettent en cause bientôt le précaire équilibre du sud-est européen. C'est la Bulgarie qui, la première des Centraux, vient à composition, le 26 septembre. A partir de cette date, les armistices tombent comme feuilles d'automne: armistice de Moudros (30 octobre) entre l'Angleterre et les Turcs, armistice de Villa Giusti (3 novembre) entre l'Italie et l'Autriche, armistice de Rethondes (11 novembre) entre les Trois et l'Allemagne. De cet effondrement militaire, il ne peut sortir qu'une «capitulation sans conditions» et le colonel House aussi bien que Wilson, hantés par le souvenir de la Guerre de Sécession, sont dans l'immédiat d'accord avec Clémenceau et Lloyd George sur ce point. Rien ne ressemble moins à une situation conforme à la diplomatie classique que celle de la mi-novembre 1918.

Elle est d'abord le fruit amer des occasions perdues. Que de statuts imaginaires pour l'Europe l'historien peut esquisser à partir des tentatives

avortées de paix en 1917 et en 1918 encore! Au début de 1917, s'est esquissée la manœuvre de l'empereur Charles à travers la mission des princes de Bourbon-Parme, frères de sa femme: un échange de l'Alsace contre la Pologne aurait peut-être empêché la croisade des démocraties; à la condition que le tsarisme puisse traiter, un équilibre aurait pu être restauré du Rhin à Constantinople rendu à l'influence anglaise. Plus précaires apparaissent les conditions qui entourent les velléités allemandes succédant à la crise de la chancellerie — après le renversement de Bethmann-Hollweg, l'homme du «torchon de papier», viennent Michaelis puis Hertling. Le prince de Bülow propose alors d'élargir le compromis par des concessions en Belgique, au Trentin et au Tyrol avec une Alsace-Lorraine faisant tampon sur le Rhin. Mais, entre temps, les Alliés ont précisé leurs buts de guerre, se sont engagés envers l'Italie et les Etats-Unis sont sortis de l'expectative. Dernière formule imaginaire proche de l'ordre ancien de 1914: l'Allemagne se contenterait d'une maîtrise sur la Mitteleuropa, avec une extension à l'Ukraine grenier à blé et terre de colonisation. Cela supposerait, comme plus tard en 1941 pour Hitler, que la victoire vienne couronner les offensives de Ludendorff, que les bolcheviks demeurent longtemps paralysés et surtout que Wilson n'ait pas publié ses Quatorze Points. Quand l'historien cherche à savoir pourquoi l'Europe n'a pu trouver à la guerre de 1914—1918 une issue analogue au règlement de Vienne et aux traités de Westphalie, il ne lui suffit pas d'évoquer le faux calcul du Grand état-major impérial, l'impuissance tragique de la diplomatie classique; la croisade du bolchévisme compte pour beaucoup.

Une grande lueur à l'est

Depuis octobre 1917, les diplomates et les militaires qui se penchent sur la carte de l'Europe sont obsédés par un grand vide: la Russie méconnaissable paraît sombrer dans le néant. Leur première réaction est le mépris — on attend le repentir que connaissent les personnages de Dostoievksi après leur «crime». La seconde est de chercher à combler ce vide, à l'empêcher d'entraîner le rest de l'Europe dans le vertige. La vieille Russie autocratique et unitaire a perdu jusqu'à son nom en se soviétisant. Le bolchévisme veut tout reconstruire de bas en haut: du soviet de village à l'assemblée de tous les soviets, une nouvelle hiérarchie s'édifie, exprimant par le parti unique, la dictature du prolétariat ouvrier et paysan. La phalange qui a triomphé en octobre 1917 se mue en mars 1918 en un parti communiste russe, décidé à laver le déshonneur des socialistes européens qui se sont vendus à la bourgeoisie. «Tout le pouvoir aux soviets», le slogan lancé par Lénine se traduit dans la constitution du 10 juillet 1918 qui renforce l'Etat, crée une éthique de classe et instaure la terreur, surtout après l'attentat manqué contre Lénine

(30 août). La lutte contre le chaos économique avec l'aide d'une police implacable qui frappe aussi bien les princes que les contremaîtres se double bientôt d'une dictature militaire.

Si Lénine est le Robespierre de la Révolution russe, Dzerjinski en est le Saint-Just et Trotzki le Carnot. En effet, la guerre se déroule sur deux fronts — le front militaire, le front social — cumulant les victimes. Après l'échec de la paix de Brest-Litovsk qui se traduit également par l'indépendance des pays baltes, la contre-révolution militaire commence en avril avec le geste de Denikine ralliant les restes de l'armée impériale. Elle se complète par le coup d'Etat de l'amiral Koltchak (18 novembre) à Omsk. Si le bouleversement des cadres de l'armée explique la terreur blanche qui se développe alors, celle-ci doit plus encore à la destruction violente de la société féodale et au massacre odieux de la famille impériale à Ekaterinenbourg (16 juillet). Terreur rouge et terreur blanche appellent l'intervention de l'étranger.

En décembre 1918, une flotte française mouille devant Odessa et le corps expéditionnaire de Franchey d'Espérey débarque en Crimée; les Anglais sont à Arkhangelsk tandis que Japonais, Tchèques et Américains abordent la Sibérie. Quatorze nations se lancent dans la nouvelle croisade par peur plus que par conviction. Mais l'Entente décide de chercher une ultime conciliation. Suivant Lloyd George et Wilson, contre Clémenceau qui refuse de «pactiser avec le crime», le Comité suprême interallié se décide, à la fin de l'année, d'inviter Rouges et Blancs à venir discuter sur l'île des Princes. Bientôt on préfèrera laisser les Bolchéviks «cuire dans leur jus»; il en sortira le «communisme de guerre».

Partie à contre-courant de l'histoire, la Russie se coupe du monde qui la fuit mais entend façonner l'humanité de demain. Elle cherche à exporter sa révolution par nécessité autant que par foi. Comme le proclame Trotski: «Ou la révolution russe déterminera un mouvement révolutionnaire en Europe, ou les puissances européennes écraseront le révolution russe.» Cette prétention à l'universalité crée une onde de choc aussi puissante qu'en 1789 ou en 1848. Pour qu'elle agisse, il faut un réseau de communications qui annulle les frontières: la Troisième Internationale joue ce rôle dès le 2 mars 1919. Le rayonnement du nouvel évangile pénètre plus profondément les pays vaincus: l'optimisme catastrophique du communisme peut seul leur restituer, à travers l'écroulement des anciennes structures, une nouvelle «condition humaine».

Une seconde révolution d'octobre?

La première épreuve, la plus décisive pour l'avenir, se place en Allemagne, patrie de Marx et d'Engels, berceau du communisme, place forte du socia-

lisme. L'influence du bolchévisme est déjà perceptible dans la grève générale du 28 février qui constitue la préface d'une série de crises ministérielles aboutissant, le 9 novembre, à l'abdication de Guillaume II. La veille, quand le haut commandement allié avait transmis ses conditions aux plénipotentaires allemands, Erzberger s'était écrié: «Mais alors, comment allons-nous pouvoir nous défendre contre le bolchévisme?... Vous nous perdez et vous vous perdez aussi; vous y passerez à votre tour.» Même découronné, le Kaiser ne refuserait pas de prendre la tête de cette croisade antibolchévique que les Français estiment déjà nécessaire. Pas plus que le protectorat de l'Islam, l'ultime rêve oriental de Guillaume II ne se réalise. Son abdication entraîne la chute de vingt-deux autres princes régnants, hécatombe qui dépasse la réduction opérée par Napoléon en 1805.

La débâcle emporte un régime qui paraissait confondu avec l'ordre social lui-même. Le pouvoir n'est pas seulement à prendre, il s'impose en quelque sorte à l'opposition socialiste. Le matin du 10 novembre, les deux partis socialistes — la Socialdémocratie, les indépendants — forment un conseil provisoire où Liebknecht, porte-parole de l'extrême-gauche, refuse d'entrer. Les six commissaires proclament aussitôt le suffrage universel et la journée de huit heures; ils font miroiter la socialisation de l'industrie et la formation de conseils ouvriers associés à la direction des entreprises. Mais cette révolution pacifique, qui reprend les principaux thèmes de 1848 en y ajoutant une pointe de l'esprit d'octobre, trouve l'opinion complètement désemparée.

L'Allemagne paraît se désintégrer. A l'est, les Polonais se vengent d'un siècle d'humiliations et font basculer la Posnanie et une partie de la Prusse orientale vers la Pologne naissante. Dans les principautés du sud-ouest, dans la Bavière jalouse de son particularisme, retentit le *Los von Berlin!* La tournure anticléricale du gouvernement provisoire effraie les catholiques rhénans que Mangin encourage au séparatisme. Les troupes se débandent à peine démobilisées: des conseils des soldats se constituent entamant le dialogue avec Berlin où un comité exécutif des conseils cherche à s'emparer du pouvoir avec l'aide des conseils d'ouvriers. L'influence du gouvernement ne dépasse guère la banlieue de Berlin. L'Allemagne semble destinée à suivre l'exemple de la Russie.

Résolus fermement d'empêcher une seconde révolution d'octobre, Ebert et Scheidemann s'entendent avec le général Groener; ils peuvent également compter sur la discipline des syndicats auxquels les patrons vont donner la main dès le 15 novembre. Deux digues paraissent seules capables d'arrêter le flot montant: le sauvetage de l'ordre social, l'élaboration d'une constitution. Sur le premier point, le thème de l'*Arbeitsgemeinschaft* — la collaboration du capital et du travail — est opposé à la lutte des classes. Si la chute des dynasties semble ouvrir la voie à la république, il s'agit encore de lui donner un type adapté à l'Allemagne. La partie décisive se joue en décembre entre les

socialistes modérés et les extrémistes regroupés dans le mouvement *Spartakus*. Entraînés par Liebknecht et Rosa Luxembourg, les spartakistes prônent la dictature intégrale du prolétariat et le passage à l'économie collectiviste. La Socialdémoratie refuse une solution russe. Arbitres de la situation, les socialistes indépendants sont aux-mêmes divisés.

Au début de décembre, ces débats de conscience deviennent oiseux car le sort de l'Allemagne se joue dans la rue: le 6, à Berlin, tombent les premières victimes civiles; à la veille de Noël, les matelots de Kiel se heurtent à l'armée. Si le congrès des conseils d'ouvriers et de soldats s'est prononcé à une large majorité pour un ordre constitutionnel, les socialistes indépendants hésitent toujours à la fin de l'année. Ancien menuisier dévenu gouverneur de Berlin, Noske tranche le nœud gordien. Regroupant les débris de l'armée impériale, il brise la fronde spartakiste pendant la «semaine rouge» (6 au 11 janvier 1919). Les élections constituantes se déroulent dans l'ordre et la réunion à Weimar de la nouvelle assemblée semble replacer l'Allemagne sous le signe de la sagesse gœthéenne. En fait, catholiques et socialistes ne peuvent se passer les uns des autres pour gouverner et le poids de l'armée se fera de plus en plus lourd. Le même processus se déroule en Bavière où les corps francs de von Epp dissipent les nuées de la république d'Eisner.

Austria disjecta

Si les individus peuvent vivre quelque temps avec une maladie mortelle, le délai atteint parfois un siècle pour les empires: l'Autriche-Hongrie en est la preuve. La révolution de 1848, porteuse du germe des nationalités en Europe centrale, semble d'abord n'avoir fait qu'une seule victime: Metternich. Le compromis de 1867 a déjà le caractère d'une intervention chirurgicale et les gouvernements successifs jusqu'en 1914 hésitent entre le maintien de la suprématie germano-hongroise et les concessions aux Slaves. Quand éclate la guerre, Bethmann-Hollweg, qui eut l'art des mots historiques malencontreux, assure qu'elle représente une forme du conflit séculaire entre le slavisme et le germanisme. C'est reconnaître qu'elle tuera l'Empire des Habsbourg, ce qui arrivera en effet. Depuis un siècle, les nationalités soumises agissaient contre Vienne à travers les *Stände*, mais plus encore dans les arts et la culture. Elles passent désormais à l'action directe, inspirées par les procédés habiles de Thomas Masaryk, le «fossoyeur» de la Double Monarchie: résistance passive en Bohême — déjà! —; «trahison» des soldats sur le front; rôle de la «maffia» qui représente un cas intéressant de groupe de pression nationaliste opérant sur l'opinion internationale; action des émigrés d'Amérique. On mesure la contagion de l'exemple quand se réunit, le 8 avril 1918 à Vérone, le congrès des nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie:

Tchèques, Slovaques, Yougoslaves, Transylvains même, s'y coudoient dans un même enthousiasme pour lancer le fameux cri: *Delenda est Austria!*

Il trouve désormais un large écho, depuis que les chancelleries de l'Entente ont ajusté leurs postions sur ce point. Wilson reconnaît que le point X de son message du 8 janvier est dépassé et le secrétaire d'Etat Lansing prodigue des assurances aux peuples avant de reconnaître les gouvernements provisoires. Clémenceau s'acharne depuis la polémique qui l'a opposé au Ballplatz à propos des pourparlers secrets de 1917 — «Le comte Czernin a menti» — et Charles sera la principale victime de sa vindicte. Même Londres disjoint la cause des Habsbourg, jusqu'alors sympathique à un peuple respectueux du principe monarchique, et les intérêts financiers qu'une Autriche nouvelle permettrait d'ailleurs de maintenir. La réponse de Wilson à Burian, successeur de Czernin, en date du 18 octobre scelle le sort dimplomatique de l'empire habsbourgeois. La victoire italienne, le nationalisme agressif des Slaves déchaînés, l'entêtement de Masaryk qui calque sa déclaration d'indépendance sur celle de 1776, tout cela l'emporte sur les sympathies que Vienne pouvait encore susciter en raison de son art d'accumuler les contradictions sans les résoudre, de Johann Strauss et peut-être du prince Eugène. Aussi le manifeste de Charles sur la fédéralisation de l'Autriche-Hongrie tombe-t-il dans le vide: les peuples ont disposé d'eux-mêmes sans attendre la permission du monarque et de son ministère ultra-libéral tardivement mis en place.

Le 1er octobre, un Conseil national yougoslave s'est instauré, il annonce le 29 qu'il se sépare de l'Autriche. La veille, le Conseil national tchèque — cette appellation trop brève annonce certaines difficultés de l'entre-deux-guerres — s'est formé à Prague où la république est proclamée. Le même jour, les fidèles Hongrois acceptent le gouvernement provisoire du prince Karolyi. Le 30 enfin, l'assemblée nationale des Allemands d'Autriche s'empare du pouvoir à Vienne. Charles s'entête: «Je n'ai plus de soldats, je reste.» Mais il ne sait profiter des premières fissures qui apparaissent déjà dans les unanimités nationales toutes fraîches. Le 11 décembre, les troupes tchèques réduisent par la force la Bohême allemande proclamée à Libereč: le problème sudète est né. Les Croates de Raditch regrettent déjà la large autonomie que le compromis de 1868 leur assurait. Derrière *l'homo regius*, l'archiduc Joseph impuissant, les boyards hongrois cherchent déjà un autre régent. En Autriche, une partie importante de la population se tourne déjà vers l'Allemagne, hypothéquant l'avenir de la République qui est à la porte. Les derniers gestes de la monarchie sont des gestes de fantôme et Charles s'efface comme une ombre légère. *Alii bella gerunt, tu felix Austria nubes!* proclamait l'orgueilleuse devise des Habsbourg. La guerre des autres a frappé la dynastie, elle s'est doublée d'une guerre entre frères et l'Autriche gît, rompue, *membra disjecta.*

Mais surtout l'année 1918 apparaît grosse des traités que la paix commande. Nul ne peut définir ce que Ludendorff vainqueur aurait imposé à l'Entente. Pour les Alliés, qui ont défendu les principes qui font la dignité de l'homme, il s'agit de régler, dans les relations internationales de l'avenir, les forces démesurées que la guerre totale a appris à mobiliser au service d'une passion politique. Le retour au statu quo s'avérant impossible, les millions de morts excluant une réconciliation immédiate, il reste à doser le degré d'abaissement des vaincus et le degré d'exaltation des vainqueurs. Comme Talleyrand avait invoqué la légitimité pour principe moteur de son action à Vienne, chacun des Grands prépare pour la conférence qui s'ouvrira à Versailles, le 18 janvier 1919, un type idéal de paix.

Le premier modèle est celui de la *pax britannica*, de la paix d'hégémonie universelle désirée par la Grande-Bretagne et les Dominions. Ses caractéristiques découlent de l'ère victorienne: domination maritime garantissant l'équilibre continental de l'Europe, respect de l'originalité institutionnelle des unités politiques, intégration par les mécanismes économiques. Le deuxième modèle est constitué par la paix d'empire limitée à l'Europe: c'est la *pax gallica* impliquant une prépondérance militaire durable de la France, un réseau continental d'alliances de revers et le renforcement de la sécurité. Quant au troisième type idéal, la *pax americana* ou plus précisément *wilsonica*, il se situe à l'opposé des deux précédents. Il peut être défini comme une paix de réconciliation préludant à une paix de satisfaction, ce qui peut sembler contradictoire. Les quatorze Points en ont fourni les lignes directrices et l'harmonie universelle, découlant du respect du droit, en est le but. Le caractère hyperbolique du conflit a engendré les volontés de paix également excessives. On a complètement oublié les raisons locales qui ont déclenché la guerre en 1914.

L'éventail des plans est si large que les diplomates redoutent la conférence qui va s'ouvrir. Préparée par des comités nationaux d'experts qui ont accumulé chiffres et arguments comme on a mobilisé les hommes, elle sera conduite sur le mode stratégique. On pressent qu'elle marquera définitivement le passage de la diplomatie classique à la diplomatie par conférence. La rupture n'est pas brutale, puisque les Anglais ont expérimenté ces méthodes avec le Comité impérial de défense dès 1904 et surtout depuis 1917, avec le Conseil suprême de la guerre. Les mécanismes hiérarchisés du temps de guerre vont rester en place sous des noms différents avec des modifications mineures: Conseil des Dix, Conseil des Quatre, secrétariat. L'initiative repasse bien aux civils mais les habitudes d'état-major subsistent. Contrairement au Congrès de Vienne qui avait plus dansé que pâli sur des statistiques, la Conférence de la paix avalera gloutonnement des tonnes de dossiers,

travaillant à un rythme frénétique. Les marchandages qui s'y négocient, apparemment moins sordides que ceux de Vienne, parce qu'enrobés de science, dureront six mois.

Un monde nouveau en sortira dont l'Europe, d'ailleurs méconnaissable, n'est plus le centre. En effet, des différents modèles, on a retenu ce qu'ils avaient de mou et rejeté ce qu'ils avaient de fort. Sur ce point, Bainville et Keynes porteront des jugements sévères. La coupure avec le dix-neuvième siècle ne devient évidente pour l'historien qu'en 1918: L'année constitue une charnière. Pour Elie Halévy, analyste lucide de l'ère des tyrannies, ce qu'il importe de souligner dans les événements de la fin de la guerre, c'est moins l'expansion de la dictature marxiste que «la prolongation en période de paix de ces méthodes de guerre qui ont ouvert les voies au socialisme césarien». Le vocabulaire a vieilli mais le jugement demeure exact: 1918 ouvre l'ère des crises mortelles pour les régimes politiques que l'Europe des «bourgeois conquérants» avait mis en place.

Der Landesgeneralstreik in bürgerlicher Rückschau

HERMANN HÄBERLIN

«Von der Parteien Gunst und Hass verwirrt, schwankt sein Charakterbild in der Geschichte» (Schiller). Trefflich passen diese dichterischen Worte aus dem Prolog zum «Wallenstein» auf den Landesgeneralstreik des Jahres 1918. Es war wohl die schwerste innenpolitische Krise, die unser Bundesstaat durchgemacht und die unser Land buchstäblich bis an den Rand des Bürgerkrieges geführt hat. Dadurch wurde für eine lange Zeit eine unüberbrückbare Kluft in unser Volk gerissen. Ein äusseres Zeichen: Im Dezember 1926 verweigerte der Nationalrat — einer mächtigen, aus bürgerlichen Kreisen heraufbeschworenen Bewegung folgend — Robert Grimm, der zentralen Gestalt des Generalstreikes, den Aufstieg zum Präsidium. Und noch 1945, als dann sein zweiter Anlauf zum Ziele führte, vertraute mir ein bürgerlicher Ratskollege an, er bringe es nicht über sich, für Grimm zu stimmen, weil einer seiner Söhne als zur Abwehr des Generalstreikes aufgebotener Soldat von der Grippe hinweggerafft worden sei.